



COMMUNIQUE UNITAIRE

Les politiques d'austérité mises en œuvre ces dernières années et accentuées par le nouveau Gouvernement, entraînent restructurations et réorganisations permanentes dans la Fonction publique et les Services publics avec pour maître mot la mutualisation de la pénurie de moyens.

Aucun pan de la Fonction publique n'est épargné : Education nationale, Collectivités territoriales, Santé. Localement, les luttes menées dans le secteur de la santé dans le département comme dans les services d'urgences et dans de très nombreux EHPAD sont symptomatiques de la situation.

Chacune et chacun de nous peut mesurer l'impact de ces politiques libérales avec la fermeture ça et là de Bureau de poste, de bureau d'accueil à la CPAM, à la CAF, de centres de Trésoreries, etc...

Le Service public n'est pas une marchandise ! C'est le message relayé par les Cheminots en grève depuis plus de 20 jours en intersyndicale : **nous apportons notre soutien aux cheminots en grève qui exigent le retrait du projet de loi de privatisation de la SNCF et de suppression du statut.**

A titre d'exemples, la privatisation de l'Energie et des Compagnies d'autoroute n'ont apporté qu'une seule chose aux usagers : **la flambée des prix !**

Nous apportons aussi notre soutien aux agents des Finances Publiques qui ont décidé d'une grève tournante, dans l'unité, pour s'opposer, aux suppressions d'emplois et au démantèlement des services.

Privatiser les services publics, c'est se priver de services publics !

Ces politiques d'austérité touchent également **les lycéens et les étudiants avec la réforme visant la destruction des diplômes nationaux, notamment le baccalauréat, et la sélection à l'entrée à l'université (Parcours sup), sans oublier les retraités qui ont vu leurs pensions baissées par l'augmentation de 1,7 % de la CSG !**

Les questions liées à l'aménagement du territoire sont également très importantes et la création dernièrement de **la Métropole Toulon – Provence – Méditerranée** s'inscrit dans un processus de réformes territoriales qui risque de conduire à des inégalités d'accès aux services publics dans tous le département, ce qui va de fait, accentuer les inégalités sociales. Ces orientations vont à l'encontre de nos missions de service public de proximité qui garantissent un égal accès aux services publics pour toutes et tous.

De plus, **les conditions de travail des Agents et Salariés des Services publics** ne cessent de se dégrader par manque de moyens et d'effectifs et la seule réponse du Gouvernement aux organisations syndicales est la confirmation de **la suppression de 120 000 emplois en 5 ans, la remise en cause du statut des fonctionnaires et, dans la continuité des ordonnances dans le privé, la fusion des Comités Techniques (CT) avec les Comité d'Hygiène Sécurité et Conditions de Travail (CHSCT)**

Nous assistons également à la poursuite **du gel de la valeur du point d'indice ainsi que celui des avancements de carrière et au retour du jour de carence !**

Ces revendications portées par les organisations syndicales ne sont pas nouvelles et ne sont toujours pas prises en compte par le Gouvernement en dépit de l'importance des mobilisations des 10 octobre 2017 et 22 mars dernier. Nous assistons de la part du Gouvernement à un « **monologue social** ». **Cette attitude est inacceptable !**

Aussi, **les organisations syndicales CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA, SOLIDAIRES, CFE-CGC, CFTC appellent à une journée nationale de grèves et de manifestations, MARDI 22 MAI 2018**

MANIFESTATIONS

10 H, Place de la Liberté à TOULON,

10 H 30, Sous-Préfecture à DRAGUIGNAN.